

maintenant évident que les problèmes de nos collectivités urbaines sont plus pressants que les problèmes économiques de nos localités rurales. Le gouvernement actuel n'a même pas commencé à penser comment il faudrait régler les problèmes que pose une rapide expansion urbaine. De fait, la confusion règne dans le domaine de l'habitation. On prétend qu'il y a environ 18,000 personnes dans la ville de Toronto seulement qui attendent pour avoir un logement social convenable. Nous savons que le gouvernement n'a pas encore abordé la question du réaménagement urbain dans son programme ou sa planification. Un ministre d'État a été nommé pour s'occuper de cette situation particulière. Néanmoins, aucune solution n'est offerte.

Nous savons ce qui est arrivé à l'un des principaux ministres du gouvernement actuel, le député de Trinity (M. Hellyer), qui plein de zèle, s'est mis en campagne pour résoudre l'un des aspects de notre problème économique. Il y a renoncé, dégoûté, parce qu'il ne pouvait obtenir que le gouvernement agisse. A mon avis, plutôt que d'adopter cette méthode négative pour aborder l'aspect rural des difficultés économiques du Canada, le gouvernement serait plus avisé d'employer le temps dont il dispose pour s'occuper des solutions se rapportant à l'autre côté de la médaille, la situation urbaine qui est si critique qu'elle empirera encore beaucoup avant qu'on puisse y remédier.

Pour revenir au principe de ce bill, puis-je dire qu'il y a quelques années seulement, nous nous préoccupions du problème de l'alimentation mondiale. L'agriculture constitue le secteur fondamental en ce domaine. Nous avons envoyé des représentants à l'étranger pour participer aux conférences de la FAO. Cette organisation dirigeait l'établissement de programmes positifs visant à créer des banques alimentaires destinées à nourrir les affamés du monde entier, et nous avions souligné que l'économie agricole canadienne possédait tout le potentiel de production nécessaire pour répondre à la demande sans cesse grandissante de vivres dans le monde tant que nous pourrions, sur la base de la collaboration internationale, élaborer une politique de commercialisation appropriée.

On avait fait du progrès dans ce domaine jusqu'à l'arrivée du gouvernement actuel. J'ignore pourquoi il a soudainement retiré son appui à cet effort international pour aider un univers qui est à court de nourriture. Nous savons que les trois quarts de la population du globe sont sous-alimentés. Il n'y a certainement aucune nation qui satisfasse à la véritable demande de nourriture. On pourrait se demander pourquoi, à cette étape critique des affaires internationales, le gouvernement du Canada, se retranche derrière un système

négatif de contrôle de l'offre en ce qui concerne la production agricole. Cela me dépasse et cela dépasse les fermiers.

C'est un thème sur lequel ils reviennent constamment lorsqu'ils discutent des problèmes critiques auxquels ils doivent faire face. Pourquoi le ministre de l'Agriculture, un homme de l'Ouest, ne se sert-il pas de son influence pour mettre l'accent sur la commercialisation et la coopération internationale plutôt que sur une diminution de la production qui mènera inévitablement à une plus grande intégration de notre industrie agricole? Je sais que le gouvernement s'est engagé dans une politique continentale. Dans ses relations internationales, aux points de vue politique et militaire, il s'abrite derrière une frontière continentale. Bien entendu, il se pourrait que cette même philosophie motive sa politique agricole.

Il est certain que tous les membres du cabinet, et surtout le ministre de l'Agriculture, ne souscrivent pas à cette sorte de nationalisme étroit qui date du siècle dernier. Je suis persuadé que le ministre pourrait user de son influence pour persuader ses collègues partisans de l'isolationisme continental de se jeter dans le courant du XX^e siècle et d'admettre les besoins mondiaux actuels. Si le ministre est en désaccord avec la façon de voir du gouvernement, il lui reste la solution à laquelle a eu recours l'ancien ministre chargé de l'habitation. Il peut démissionner et protester contre les tendances actuelles de la politique du gouvernement.

• (9.50 p.m.)

Les protagonistes du bill C-197 soutiennent qu'il répond aux vœux des agriculteurs qui souhaitent une production et un régime de commercialisation plus ordonnés. J'ai lu les commentaires déjà formulés par des organismes agricoles comme la Fédération canadienne de l'agriculture et l'Union nationale des cultivateurs, et je découvre qu'ils n'expriment pas le genre de sympathie et d'appui général pour la mesure dont le ministre a fait état, dans sa déclaration d'ouverture, plus tôt ce mois-ci.

Dans un discours prononcé le 24 mars dernier en Alberta, le ministre a manifestement reçu la même réaction négative qu'on lui a faite à Brandon, il y a eu une semaine mardi dernier, parce que le gouvernement et le ministre n'avaient pas su consulter les organismes agricoles, et à cette réunion, selon les communiqués de presse, il a promis qu'il y aurait une consultation minutieuse. Il a également déclaré, comme il l'a fait à la Chambre, que la mesure était simplement une loi d'autorisation, qu'elle se contentait d'établir le